



## **Compte-rendu de l'Atelier Accès et efficacité énergétique en Afrique**

**Sommet Climate Chance Afrique – Abidjan 29 juin 2018**

### **Feuille de route de la coalition Accès et efficacité énergétique en Afrique**

**ENGIE, CAN Tanzanie, GERES, ICLEI Afrique, REFACC, Schneider Electric, World Future Council**

L'Afrique a connu une croissance économique rapide, avec une augmentation de la demande en énergie. Ce besoin énergétique croissant est devenu une des grandes priorités des responsables politiques africains, car ceci permet de répondre à la grande demande en électricité tout en garantissant aux plus démunis l'accès à l'énergie, et de stimuler le développement économique.

En effet, dans une trentaine de pays en Afrique, les coupures d'électricité récurrentes sont la norme et près de 600 millions d'africains n'ont pas accès à l'électricité. D'autre part, un déficit en énergie a ralenti le développement économique de l'Afrique, avec environ 70% de la population subsaharienne vivant sans source d'électricité fiable. D'après la Banque Africaine du Développement (BAD), les industriels en Afrique Sub-saharienne ont eu une moyenne de 56 jours par an de fermeture à cause de coupures d'électricité.

Les pays africains subsahariens auraient besoin de plus de 30 milliards de Dollars en investissement pour garantir un accès à l'électricité d'ici 2030 et la majorité de ces fonds devraient être accordés aux zones rurales où plus de 85% des habitants vivent sans accès au courant.

En outre, pour l'Afrique, l'Accord de Paris relève une importance particulière car, d'une part il est le continent le plus touché par les effets du changement climatique (avec 7 sur 10 des pays les plus menacés d'après un rapport de la Banque Africaine du Développement), et d'autre part il a un énorme potentiel en production d'énergies renouvelables. En effet même si le continent n'émet que 4% des gaz à effet de serre à l'échelle mondiale, l'Afrique peut contribuer à atteindre les Objectifs de Développement Durable à long terme, surtout concernant l'atténuation grâce à son potentiel en énergies renouvelables.

Reconnaissant cette opportunité et ces défis, certains organismes régionaux comme ECOWAS ont développé des agendas d'accès à l'énergie renouvelable.

Une mise en œuvre réussie des Contributions Déterminées au Niveau National (NDCs) qui atteignent leurs objectifs est centrale au succès de l'Accord de Paris. Ce dernier repose sur deux objectifs à long terme :

1. L'atténuation : Garder la température globale sous les 2 degrés Celsius et poursuivre des efforts afin de limiter l'augmentation de la température au-delà de 1,5 degré.



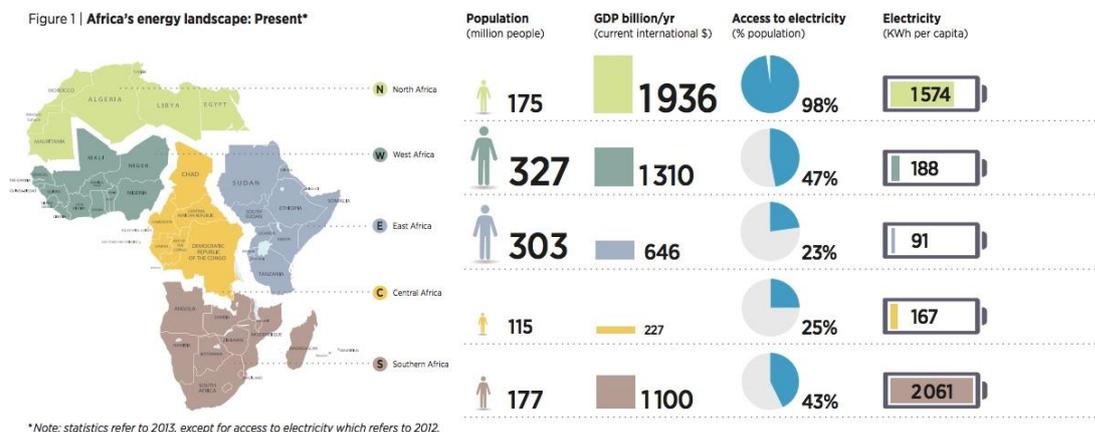
CLIMATE  
CHANGE

2. L'adaptation : accélérer les capacités d'adaptation, renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité au changement climatique, tout en gardant la perspective de contribuer à un développement durable.

## I – OU EN SOMMES-NOUS ?

- a) Cartographie de l'énergie sur le continent africain.

Rapport IRENA : Africa 2030 : Roadmap for a Renewable Energy Future



Pour l'instant les besoins énergétiques du continent africain reposent essentiellement sur un mix de biomasse et d'énergie fossile. L'énergie biomasse compte à peu près pour la moitié de l'énergie primaire totale de l'Afrique.

- b) Diagnostic

L'Afrique n'a pas les moyens de développer de grands réseaux électriques surtout que les politiques nationales érigent trop de barrières administratives et techniques pour l'adoption de nouvelles technologies. Il est donc essentiel de penser au moindre coût d'accès comme les mini-réseaux et les kits solaires. On constate donc que l'énergie solaire a pris une place importante dans la vie quotidienne surtout grâce aux lampes qui permettent pour l'instant de gérer une source d'éclairage fiable et saine. D'autre part la cuisson dans les foyers représente 80% de l'énergie consommée, ce qui reste un sujet central sur le continent et qui est très peu pris en compte dans les discussions sur l'énergie.

- c) APPROPRIATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES PAR LES ACTEURS LOCAUX

Il est important de décentraliser et de libérer le secteur de l'énergie vers les autorités locales qui seront plus aptes à répondre aux demandes des populations urbaines et rurales, et d'encourager les acteurs privés à former et développer les jeunes.

- d) Financer l'action : l'existant.

Le grand besoin en termes d'accès à l'énergie encourage les entreprises à fournir des solutions et les bailleurs annoncent vouloir faciliter cet accès. Cependant, il est important de clarifier les offres de financement ainsi que la puissance disponible.

## II – OU SOUHAITONS-NOUS ALLER ?

A l'issue de la première partie de l'atelier portant sur les constats, des potentiels d'actions pour la coalition ont été proposés et discutés ; il s'agit essentiellement d'activer des synergies.



## **LE ROLE DES POLITIQUES PUBLIQUES**

On constate un désengagement de l'Etat dans le domaine de l'accès à l'énergie alors que le secteur privé ainsi que les ONGs s'activent auprès des populations locales. Par exemple l'ONG AKON Lighting for Africa, créée en 2014, s'est lancée dans un projet d'électrification basé sur l'énergie solaire de plusieurs millions de foyers dans 40 pays africains d'ici 2020. D'autre part, ENGIE continue de promouvoir l'énergie décentralisée et de mettre la priorité sur la fourniture d'énergie renouvelable hors réseau en Afrique, avec comme projet des installations solaires domestiques et des mini-réseaux. Cette activité s'inscrit dans les objectifs d'ENGIE qui consiste à fournir à plus de 1 million de personnes en Afrique un accès à une énergie décarbonée et décentralisée d'ici 2020.

En effet passer de la planification à des projets concrets est un enjeu complexe en Afrique. Les schémas directeurs sont souvent bien faits, mais le passage à la mise en œuvre de ces projets semble beaucoup plus complexe, même s'ils sont bien financés.

Il est donc essentiel de structurer la relation de l'Etat avec les élus locaux et de mieux s'appropriier les questions de climat et d'énergie. Cette planification locale aura pour but de sensibiliser et informer les élus locaux aux offres énergétiques, qui restent pour l'instant très centralisées au niveau de l'Etat. D'autre part, il faudrait permettre un cadre légal encourageant les innovations au niveau national et développer une prise de conscience de l'importance des innovations par les collectivités locales. Ceci favoriserait un échange d'exemples et de bonnes pratiques entre les collectivités locales et qui garantirait ainsi une gestion collaborative.

La réflexion stratégique sur le climat doit donc resituer la place et le rôle des territoires comme pivot, comme lieu de prise de conscience collective, de mobilisation et d'action créative. Mais des manques divers freinent le processus de décentralisation et de responsabilisation des échelons sous-nationaux. La réalisation de cet enjeu exige des politiques de décentralisation plus audacieuses et des processus de développement local plus endogènes et prospectifs.

## **LE ROLE DES FEMMES DANS L'ACCES A L'ENERGIE**

L'accès à l'énergie renouvelable et l'égalité des genres est une condition pour le développement durable et pour adresser le changement climatique, comme le prévoit l'Agenda 2030. Afin de construire des trajectoires environnementales durables (l'adaptation au changement climatique, sécuriser un accès à l'énergie verte et durable) et d'aborder les inégalités du genre, nous devons adresser l'engagement, l'éducation et l'émancipation des femmes. Le genre, l'environnement et le changement climatique sont des questions transversales et bien que nous constatons quelques changements positifs sur le continent, plusieurs défis subsistent, surtout dans les politiques climat et énergie d'Afrique.

Il faut donc canaliser plus d'efforts à développer et mettre en place des politiques climat sensible au genre et des programmes qui prennent en considération les questions énergétiques. En effet, en abordant de façon simultanée la question du genre, de l'environnement et du climat, et en renforçant les coordinations politiques, de recherches et de partages des connaissances, il serait possible ainsi d'avancer sur l'agenda du développement durable, dans le combat contre le changement climatique mais aussi de diminuer les inégalités.

En investissant dans l'accès des femmes aux énergies renouvelables et aux technologies climat, nous favorisons une plus large émancipation et indépendance des femmes. Nous accélérons aussi leur développement économique, et leur un impact social et environnemental sera plus important.

Plusieurs pistes pour l'inclusion du genre dans l'accès à l'énergie renouvelables :



## CLIMATE CHANGE

- Les femmes doivent être impliquées dans la prise de décisions et peuvent jouer un rôle de leadership dans la promotion et la décentralisation de l'accès aux énergies renouvelables.
- Appliquer une approche intersectorielle au genre, au climat et aux politiques d'énergie
- Promouvoir l'utilisation productive de l'énergie renouvelable par les femmes, et réduire leur temps dédié aux travaux domestiques non-rémunérés.
- Cibler les processus politiques afin d'intégrer la question du genre avec le climat et l'énergie.
- Supprimer les barrières d'investissements et créer des opportunités égales au niveau de l'emploi et de l'accès aux nouvelles technologies.
- Influencer le processus budgétaire pour financer l'implémentation de solutions sensibles au genre et au climat.

### **SENSIBILISATION / FORMATION**

Concernant l'éducation de la population à l'environnement, il s'agirait de créer un module de formation des jeunes à l'environnement où serait intégré le sujet de l'adaptation aux changements climatiques et l'importance du développement d'un accès à des énergies renouvelables, notamment comme outil de lutte contre les inégalités sociales (accès garanti à tous, et à moindre coût). Cependant, pour que l'éducation ait un pouvoir transformateur, elle doit être basée sur :

1/ des processus d'enseignement et d'apprentissage actifs, inclusifs et participatifs ;

2/ des enseignants qualifiés et stimulants ;

3/ des liens avec les communautés et les problèmes locaux.

Il faut aussi développer des campagnes de sensibilisation auprès des adultes, comme par exemple la mise en œuvre du Programme d'action mondial (GAP) sur l'éducation pour le développement durable (EDD) de l'UNESCO. Feuille de route détaillée et les quatre points stratégiques de mise en œuvre consultables ici : <https://en.unesco.org/gap/implementation>

### **ELABORER UN SYSTEME EFFICIENT DE GESTION DE L'ENERGIE ET DES DECHETS**

Les déchets, qui peuvent être utilisés et recyclés, sont intrinsèquement liés aux problématiques énergétiques. En effet, certaines villes confrontées à une urbanisation galopante, produisent une importante quantité de déchets. Ces déchets mal gérés constituent une importante source de nuisances pour les populations et l'environnement. Mais bien gérés ils offriraient de nombreuses opportunités et bénéfiques notamment pour l'énergie comme la production du biogaz.

D'autre part, l'énergie renouvelable fournit une alternative importante aux populations africaines, qui luttent pour une meilleure qualité de vie. Elle apporte d'importantes solutions surtout concernant la cuisson avec l'utilisation de la biomasse moderne au lieu de la biomasse traditionnelle. Ces fours à cuisson moderne réduisent la demande énergétique parce que leur efficacité à convertir la biomasse en chaleur est deux à trois fois plus élevée. On estime que cet outil deviendrait l'outil principal de cuisson à travers le continent d'ici 2030.

### **ACCES DES COMMUNAUTES RURALES A L'ENERGIE RENOUELABLE**

Sachant qu'un grand nombre d'Africains vivent encore en zone rurale, le continent a un grand potentiel de bénéficier d'une approche inclusive au développement énergétique. L'utilisation des mini systèmes d'énergie renouvelable apporte des bénéfices socio-économiques qui sont énormes pour les populations rurales. Elles peuvent planifier et obtenir leur besoin énergétique car ces technologies modernes d'énergies renouvelables peuvent être largement distribuées. Ce qui est déjà en soi une



CLIMATE  
CHANCE

source d'autonomie pour les régions locales et les villages car elles n'ont nul besoin de se connecter à un réseau électrique centralisé ou de distribution de masse. Cet accès aux énergies renouvelables présente de nombreux avantages au niveau de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'accès à l'eau et au secteur de télécommunication.

### III – COMMENT SOUHAITONS-NOUS Y ALLER ?

Il faut être réaliste sur la capacité des acteurs à se mobiliser dans des dynamiques collectives, sans animateur dédié 100% de son temps. L'Association Climate Chance ne peut mettre à disposition une ressource humaine à temps complet et compte sur les acteurs engagés dans la coalition.

A ce titre, il est proposé de cibler uniquement deux ou trois actions à inclure dans la feuille de route 2018/2019 pour être réalistes et de façon à pouvoir en mesurer les progrès.

- Mapping

Nous proposons que les membres de la coalition effectuent en continu un mapping d'acteurs intéressants, de bonnes pratiques, de projets particulièrement impactants et répliquables à grande échelle.

Les membres de la coalition pourront communiquer ces éléments à l'Association Climate Chance qui se chargera de les mettre en valeur dans son Portail de l'action climat, dans sa Bibliothèque de ressources documentaires thématiques et dans le rapport annuel de son Observatoire.

Première proposition : la réalisation d'une cartographie approfondie des acteurs africains de l'énergie et la mobilisation des acteurs majeurs qui ne seraient pas encore représentés

- Diffusion de l'information

Mise en place d'une liste de diffusion [energies.af@climate-chance.org](mailto:energies.af@climate-chance.org) destinée à favoriser les échanges entre acteurs ayant participé à l'atelier. Il ne s'agit pas forcément de l'outil définitif, et une réflexion sera menée pour déterminer quel outil collaboratif pourrait être le plus efficace dans le cadre d'une dynamique multi-acteurs en Afrique.

Une liste de diffusion pour partager toute information pertinente sur le secteur : opportunités de financements, appels à projets, opportunités de formation, événements intéressants, etc. Elle pourra accueillir progressivement de nouveaux membres sur demande à l'équipe de l'association Climate Chance.

- Agenda commun

Définir l'agenda commun de la coalition en question, les prochaines étapes pour évaluer le chemin parcouru, les prochains événements pour se réunir ou présenter des avancées, etc.

**La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :**

ENGIE, GERES, ICLEI Afrique, REFACC, Schneider Electric, World Future Council.